

typique, selon moi, pour s'adresser de nouveau au gouvernement nigérian afin de lui donner l'occasion, qu'il a vivement saisie, de revenir sur cette promesse qui avait clairement été faite, ce qui a eu pour effet de rendre tous ces efforts inutiles.

Sauf erreur, trois Hercules ont atterri dans la région. Un a été stationné à Lagos d'où on l'a retiré sous le prétexte absurde qu'il était impossible d'atterrir nulle part dans les régions occupées par les troupes fédérales. C'est absolument absurde et pas du tout conforme aux faits. Calabar possède trois aéroports internationaux reconnus dans tout le Nigeria et elle est située dans la région du Biafra occupée par les troupes fédérales. Il est absurde de dire qu'on peut faire atterrir un Hercules sur une route pavée et agrandie à Uli, où les avions des Églises atterrissent, mais qu'il est impossible d'atterrir sur la piste d'un aéroport international approuvé. C'est d'un ridicule achevé. Voilà un autre exemple de l'empressement du gouvernement actuel à invoquer toutes sortes de prétextes pour ne pas faire grand-chose au sujet de cette situation.

C'est l'attitude du gouvernement que je condamne, en l'occurrence. L'Hercules est conçu pour atterrir à peu près partout, même en rase campagne s'il le faut. Lorsque le gouvernement fédéral prétend qu'il est impossible d'atterrir dans le territoire que le Nigeria occupe, avec les avions qui conviennent le mieux à ce genre d'opération, il dit plus clairement qu'avec des mots qu'il se moque du sort de ceux qui meurent de faim dans les territoires que le Nigeria contrôle. Je me demande en fin de compte qui est la véritable voix du Nigéria. Est-ce le général Gowon à la voix douce qui murmure dans le tuyau de l'oreille de notre premier ministre ou son représentant, ou le Scorpion Noir qui parle sur un ton beaucoup plus féroce? Ce dernier a clairement dit que dans les régions sous son contrôle, et elles sont nombreuses, on ne donnera pas de vivres aux Ibos à moins qu'ils se rendent.

Le gouvernement se montre étrangement hésitant pour lancer l'opération à partir de Fernando Póo. Le premier ministre a déclaré à la Chambre, il y a quelques semaines, que le gouvernement du Nigéria avait accepté les vols de jour. L'autre jour, je lui ai demandé si les opérations de jour avaient repris et il m'a répondu que l'on était sans nouvelles des autorités biafraises. Avec sa désinvolture habituelle, il a ajouté que le colonel Ojukwu n'avait qu'à lire le hansard, comme si un chef d'État en guerre n'avait rien de mieux à faire que de lire le hansard.

Sauf erreur, le gouvernement a jugé qu'il ne pouvait pas communiquer officiellement avec le Biafra. C'est sûrement le cas de dire

que tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir. Le gouvernement sait très bien que le gouvernement du Biafra possède à New York, près des Nations Unies, un bureau avec un représentant accrédité, et un autre bureau à Londres. S'il ne peut pas communiquer directement, il peut sûrement le faire indirectement, par l'entremise de l'un des pays du Commonwealth, comme la Tanzanie ou la Zambie, qui reconnaissent le Biafra et sont disposés à traiter avec ce pays. Les États-Unis ne reconnaissent pas la république populaire de Chine, mais cela ne les empêche pas d'entamer des pourparlers avec cette république sur les questions qui touchent les deux pays, grâce à des discussions officieuses tenues à Varsovie. Le gouvernement canadien ne peut-il faire quelque chose pour améliorer ses moyens de communication avec le Biafra, afin de sauver des vies?

Hier, le juge Onyuiki, chef de la délégation du Biafra aux États-Unis et juge de la Cour d'appel du Biafra, a affirmé catégoriquement, si je comprends bien, que le gouvernement du Biafra consentirait à ce que ces avions canadiens Hercules fassent des vols de jour. Il explique dans sa déclaration que ces appareils Hercules pourraient facilement être autorisés à rallier la piste d'Uli pourvu que ceux qui déchargeraient les vivres et les médicaments ne soient pas la cible de fusillades et, en outre, que le gouvernement canadien et les équipages acceptent les garanties verbales de sécurité.

Le premier ministre, de façon bien caractéristique je dirais, plutôt que de laisser la déclaration s'imposer d'elle-même, a expliqué avec irritation que le gouvernement du Biafra rejetait la condition selon laquelle les vols diurnes des avions Hercules ne comporteraient pas d'envois d'armes. Naturellement, le gouvernement du Biafra, pour sa part, est parfaitement disposé à offrir une telle garantie. Le gouvernement canadien lui-même est convaincu que les avions de la Croix-Rouge ne transporteront pas d'armes. On pourrait croire la garantie de la Croix-Rouge plus importante que tout engagement des autorités du Biafra. En somme, c'est la Croix-Rouge qui expédie et transporte ces cargaisons. Pourquoi insister sur une pareille condition, et pourquoi ne peut-on communiquer avec le gouvernement biafraise? Grâce aux moyens limités dont je dispose, je peux communiquer avec ce gouvernement dans les douze heures pour savoir ce qui en est, alors qu'il faut apparemment des semaines au gouvernement. Les autorités biafraises sont parfaitement disposées à accepter ces dispositions. Le premier ministre aurait pu le savoir très rapidement et l'on aurait pu rétablir les vols. Le gouvernement semble non pas désireux d'envoyer